



Quel devenir pour la mondialisation des échanges ?



Tout au long des années passées, la mondialisation a balayé les frontières, développé le commerce mondial, accéléré les échanges, instaurant une primauté de l'instantanéité de l'évènement sur la réflexion de long terme...

Les réactions à ce mouvement de fond s'érigent aujourd'hui sous des formes diverses : nationalismes, terreurs obscurantistes, barrières douanières, sanctions économiques...

C'est peu de dire que notre environnement est marqué par de grandes incertitudes et une instabilité croissante, si préjudiciables à toute décision nécessitant de se projeter dans l'avenir.

Sur le plan économique, si les perspectives de croissance mondiale se redressent, c'est avant tout grâce aux meilleures performances des économies émergentes tandis que les économies des pays développés, notamment les économies européennes, reprennent force. Et là aussi, les incertitudes sont grandes : dans le premier cas, le salut ne semble venir que de l'arrêt de la baisse des prix des matières premières, toujours pas confirmé, et dans le second cas, le rythme de reprise demeure bien trop timide, encore éloigné des niveaux qui prévalaient avant la crise de 2008, et sujet à des rechutes.

Sur le plan financier, les facteurs de risques ne manquent pas, en particulier avec les niveaux atteints par les principaux indices boursiers, les valorisations élevées d'entreprises, les leviers de dette toujours à la hausse, une remontée des taux longs qui se fait attendre, une inflation que certains prédisent inexistante pour longtemps, et un retour au calme sur les devises, notamment émergentes.

Globalement, ce début d'année 2017 est marqué par une baisse générale de la volatilité, alors même que l'environnement a rarement été aussi instable. Un paradoxe majeur qui donne à réfléchir.

Dans ce climat incertain où la visibilité fait défaut, il peut être tentant pour les décideurs économiques de se focaliser sur un horizon temporel court, par manque de certitudes et dans l'attente d'y voir plus clair.

3

Zoom sur

Le Groupe Carso s'entoure de nouveaux investisseurs

4

Entretien

Bruno Schnepf, PDG du Groupe Carso

5

Étude

IAA 80 - Analyse du 1^{er} trimestre 2017

7

International

Notre vision pour l'Afrique

Unigrains : soutien de l'agri-agence Fert

4 questions à Vincent Destieu

La meunerie en Afrique

14

Conjoncture

Blé tendre, beurre, sucre, parité Euro-Dollar, pétrole

« C'est précisément dans un environnement aussi incertain que la notion de long terme prend tout son sens »

Pourtant, la mondialisation est dans les faits et les esprits : en témoignent les attentes des millénials, nouveaux consommateurs attachés aussi bien aux valeurs traditionnelles d'authenticité, de naturel et de culture forte qu'aux communautés transfrontalières des réseaux sociaux dont ils guettent les modes et les actions solidaires.

Les indices d'une évolution de cette nouvelle mondialisation se manifestent sur deux voies parallèles, en apparence contradictoires : d'un côté la poursuite de la concentration d'acteurs mondiaux, de l'autre l'émergence rapide de petites entreprises en croissance forte sur des segments innovants ou qu'elles contribuent à rénover. En amont de notre chaîne de valeur, le mouvement de concentration des agrochimistes mondiaux ouvre la voie à d'autres concentrations, notamment dans le domaine du négoce mondial, où les difficultés des géants traditionnels et l'émergence de nouveaux géants asiatiques (Cofco, Marubeni, Wilmar, Olam...) préparent des alliances ou des fusions prochaines. Tandis qu'en aval près des consommateurs l'essor des petites entreprises, attentives aux signaux du marché, constantes dans leur écoute permanente des consommateurs, adaptant leur méthodes de production à la recherche d'une meilleure compétitivité se développent sur les marchés mondiaux et suscitent de plus en plus d'intérêt, à l'instar d'Innocent avalé par Coca, Lightlife repris par Maple Leaf, ou plus près de chez nous, Mont Blanc Maternelle par Bel...

C'est précisément dans un environnement aussi incertain que la notion de long terme prend tout son sens et toute son importance dans la recherche de stabilité, de vision et de préparation de l'avenir.

C'est cette notion de long terme que le Groupe Unigrains privilégie tout particulièrement, et depuis toujours, dans ses relations avec ses entreprises partenaires et leur accompagnement stratégique. La confiance se forge sur le long terme. L'élaboration et la construction de projets de développement également.

C'est pour mieux traiter ces thèmes qu'Unigrains organise le 21 juin prochain une conférence avec Didier Saint-Georges, Directeur Général de Carmignac Gestion, sur le thème « International et incertitudes politico-économiques » pour réfléchir ensemble sur l'impact des risques globaux actuels, notamment sur la mondialisation, le commerce mondial, et nos perspectives économiques et financières.

Jean-François Laurain
Directeur Général d'Unigrains



Le Groupe Carso s'entoure de nouveaux investisseurs pour accélérer son développement

Carso est un leader des prestations analytiques en Europe. Originaire de la région lyonnaise, le groupe est aujourd'hui présent en France au travers de 30 laboratoires, et en Europe sur 10 implantations. Depuis sa création en 1992, Carso a développé son activité autour de 6 métiers complémentaires : l'eau et l'environnement, le bâtiment et l'hygiène industrielle, l'agroalimentaire, l'énergie et les mines, l'expertise judiciaire et enfin la pharmacie-cosmétique.

Fondé par Bruno Schnepf, Président et actionnaire majoritaire, Carso vise à accélérer son développement sur ses secteurs-clés, et s'est entouré d'Unigrains, de Raise Investissement ainsi que de Siparex en tant que nouveaux investisseurs, qui rejoignent ainsi EMZ Partners et ID Etoile au capital du groupe.

Didier Bosc, Directeur des Investissements et du Développement d'Unigrains, déclare : « Grâce à la qualité de ses équipes, Carso a su développer de solides positions sur des marchés en croissance

structurelle. Nous croyons au fort potentiel de développement du groupe, aussi bien en France qu'à l'international, et soutenons Bruno Schnepf dans les opportunités de croissance organique et externe. »



CHIFFRES CLÉS



2 500
COLLABORATEURS

- **500**
ingénieurs et docteurs des sciences en chimie, biologie...
- **1 900**
techniciens spécialisés en chimie et biologie
- **50**
ingénieurs informatiques
- **50**
chargés de clientèle qualifiés



40
IMPLANTATIONS

- **>30**
implantations sur le territoire national français
- **10**
implantations et de nombreux partenariats à l'étranger.



190 M€
CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUEL



>30 millions
DE PARAMÈTRES ANALYSÉS PAR AN

OPÉRATIONS RÉCENTES RÉALISÉES PAR UNIGRAINS SUR NOTRE SITE WWW.UNIGRAINS.FR

Sfogliata Torino rachète Idea Quick avec l'appui d'Unigrains
→ [TÉLÉCHARGER LE COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)

Le Groupe Nutrisens accueille Unigrains à son capital pour accompagner son développement
→ [TÉLÉCHARGER LE COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)

Entretien



Bruno Schnepf
PDG
du Groupe Carso

Pour plus d'information :
www.groupcarso.com

« Carso renforce son offre des prestations analytiques en agro-alimentaire »



Pouvez-vous présenter le groupe Carso en quelques mots ?

Le groupe CARSO propose des prestations d'analyses (analyses nutritionnelles, microbiologie, contaminants, OGM, migration des emballages, Mosh/Moah...), d'expertises, d'audits, de formation et de veille réglementaire pour les industriels de l'agro-alimentaire afin d'assurer la qualité, la sécurité et l'authenticité des aliments. Les techniques analytiques que CARSO met en place pour ces prestations sont de haut niveau scientifique (bactériologie et virologie, spectrométrie de masse haute résolution, techniques d'analyses ADN et de puces ADN, spéciation des métaux par couplage LC ou GC-ICP-MS, microscopie électronique...). Le Groupe CARSO fort de des 2500 docteurs ès sciences, ingénieurs et techniciens intervient également notamment sur les analyses de la qualité des eaux, de l'environnement, de l'air, du forensic et des produits pharmaceutiques et cosmétiques...



Pourquoi avoir choisi Unigrains comme partenaire stratégique et financier ?

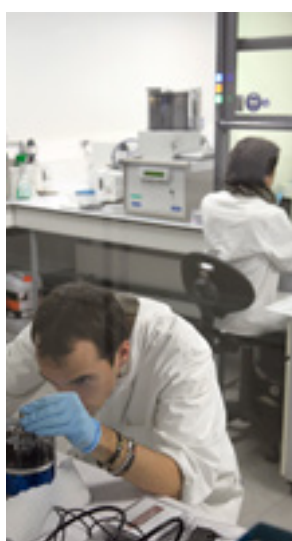
Unigrains est un investisseur de référence dans l'agroalimentaire, indépendant et dont les valeurs d'éthique et de responsabilités correspondent à celles de CARSO qui a une politique RSE depuis plusieurs années. L'expertise d'Unigrains dans le domaine financier et stratégique est une aide précieuse dans nos opérations de croissance externe et de choix stratégique de nos marchés

Quelle est votre offre au service de l'agroalimentaire et comment-vez-vous la renforcer ?

Notre ambition est d'accompagner nos clients de l'agroalimentaire dans leurs besoins en prestations d'analyses, conseils et expertises dans leurs développements en France mais aussi à l'international et Unigrains nous apporte toute son dynamisme et son aide de grande qualité dans le développement du groupe CARSO au service de l'agroalimentaire.

Quelles perspectives de développement pour le groupe dans les prochaines années

Le développement du Groupe CARSO dans les prochaines années est porté par les besoins de qualité et de sécurité de l'ensemble des secteurs sur lesquels se positionne le Groupe CARSO (eau, environnement, air ambiant et des lieux de travail, forensic, ...) et naturellement agroalimentaire. De plus à ses BU actuelles, CARSO ajoute la création d'une BU pharma-cosmétique qui aura d'ici quelques semaines le statut d'établissement pharmaceutique et qui interviendra aussi pour des produits tels que les ingrédients à base de plantes aromatiques ou médicinales.



L'IAA 80 démontre la surperformance des valeurs agroalimentaires en Europe



Sur le long terme, les valeurs agroalimentaires cotées en Europe surperforment largement le marché européen. Sur les 10 dernières années, l'IAA 80*, a ainsi gagné 6,1% par an en moyenne contre une stabilité négative de -0,3% pour le marché européen, représenté par le MSCI Europe**, qui n'a pas encore compensé les pertes engendrées par la crise financière de 2008. Année après année, soutenu par la croissance de ses titres et la progression de leur rentabilité, l'IAA 80 creuse systématiquement l'écart, à 2 exceptions près, en 2013 et 2016.

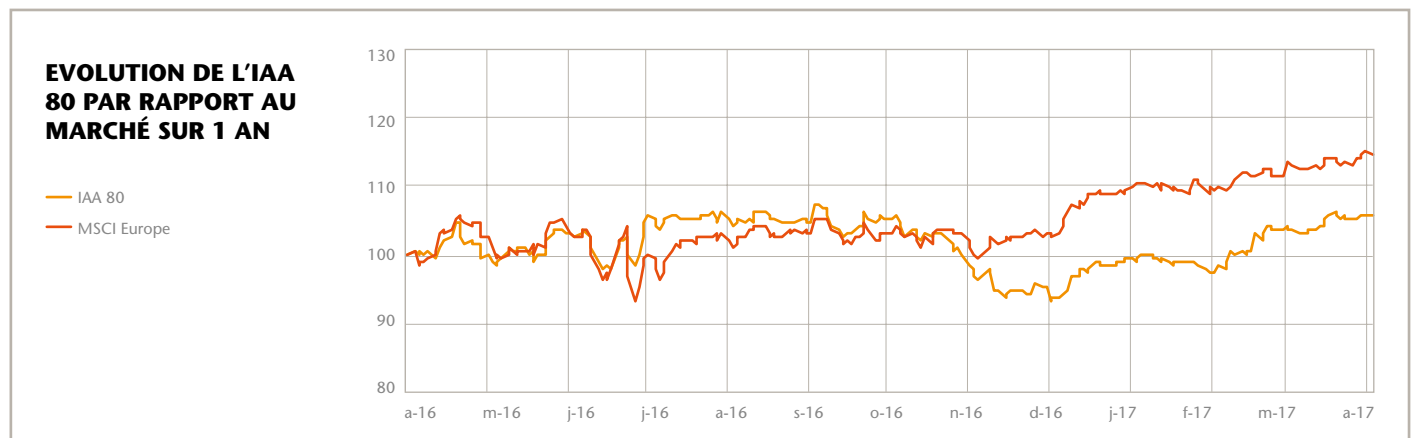


Marion Dietz
Chargée d'études
économiques
chez Unigrains

Reprise de l'indice agroalimentaire en T1 2017

Sur l'année écoulée, une fois n'est pas coutume, l'IAA 80 sous-performe donc le marché européen, et progresse de 5,5% contre 15,0% pour ce dernier. Cette sous-performance résulte avant tout d'une chute de l'indicateur agroalimentaire au 4ème trimestre 2016 : contrairement à d'autres secteurs (construction, banques, énergie, etc), l'élection de Donald Trump n'a pas profité aux valeurs de l'agroalimentaire, dont les titres leaders étaient déjà orientés à la baisse à cause d'un 3ème trimestre décevant. Les craintes de l'impact sur le commerce mondial de cette élection ont pu peser sur ces grandes valeurs.

La reprise de l'indicateur agroalimentaire dès le 1er trimestre 2017 grâce à des résultats 2016 satisfaisants a permis d'effacer la perte du dernier trimestre 2016 mais pas encore de rattraper l'avance prise par le marché. Le rattrapage complet dépendra de la capacité des leaders de l'agroalimentaire (principaux drivers de l'IAA 80) à s'adapter, entre autres, aux évolutions des tendances de consommation et au ralentissement des marchés émergents pour redynamiser leur croissance.

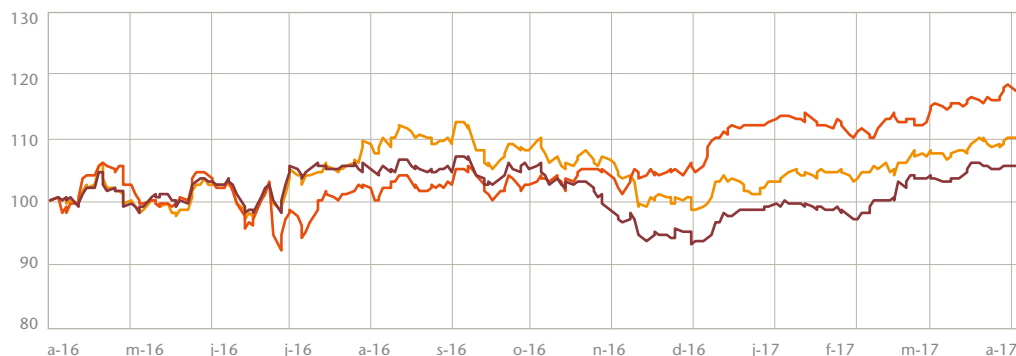


Constat similaire en France. Sur longue période, le sous-indicateur français de l'IAA 80, FR 14 (constitué de 14 valeurs cotées françaises de l'agroalimentaire) surperforme également son marché, représenté par le CAC 40, avec une progression annuelle moyenne de 1,7% sur 10 ans contre une perte de 1,2% pour le CAC 40. On note que le sous-indicateur français est moins performant que l'indicateur européen sur le long terme.

Étude

EVOLUTION DU SOUS-INDICATEUR FRANÇAIS SUR 1 AN

FR 14
IAA 80
CAC 40



Surperformance des valeurs françaises par rapport aux valeurs européennes sur 12 mois

En revanche sur l'année écoulée (du 01/04/16 au 31/03/17, période précédant l'élection présidentielle française), les rapports de force s'inversent : avec un gain de 18,5% le CAC 40 surperforme FR 14, à +10,1%, pour les raisons évoquées plus haut (élection américaine...). L'indicateur français est néanmoins au-dessus de l'IAA 80.

« La majorité des valeurs françaises de l'IAA 80 ont enregistré de belles hausses ces 12 derniers mois »

La majorité des valeurs françaises ont enregistré de belles hausses ces 12 derniers mois. La plus forte revient à Eurogerm*** qui bondit de 57,4%, grâce à la publication de solides résultats pour le 1er semestre 2016, et l'annonce d'une orientation similaire pour le second semestre. De fait son chiffre d'affaires s'est accru de 7,2% en 2016, porté à la fois par l'international et par la France, et l'ensemble de ses résultats progressent. Rémy Cointreau n'est pas en reste, à +39,5%, soutenu à la fois par ses très bons résultats 2016-2017, qui bénéficient notamment de la reprise de la consommation en Chine, favorable au cognac haut de gamme du groupe, et par l'annonce de 2 acquisitions, l'une en France et l'autre aux Etats-Unis, dans le single malt whisky haut de gamme, une catégorie dynamique dans toutes les régions du monde.

Enfin le trio de tête inclut Savencia, qui s'adjuge 34,6% suite à l'amélioration significative de sa rentabilité, assurée par la consolidation de ses positions à l'international et le développement des volumes de ses marques phares. Sur ces 12 mois ce sont les valeurs champagne qui souffrent, avec des pertes de 12,3% pour Laurent Perrier et 8,2% pour Vranken. Leur activité est pénalisée en Grande Bretagne par la chute de la livre et en France où la baisse de fréquentation dans les restaurants parisiens continue de se faire sentir. Marie Brizard ferme le peloton, effaçant 17,6%, sanctionné après l'annonce d'un chiffre d'affaires 2016 en repli de 1,8% et d'une révision à la baisse de sa prévision d'EBITDA 2017 à 17 M€ contre les 20 M€ réaffirmés en décembre.

*Créé par Unigrains, l'indicateur IAA 80 est un indice pondéré constitué de 80 valeurs cotées de l'agroalimentaire basées dans 13 pays Europe de l'Ouest. **MSCI Europe : indice pondéré constitué de 437 valeurs cotées, d'Europe de l'Ouest, tous secteurs. ***Unigrains détient indirectement 15% d'Eurogerm

ÉTUDES RÉCENTES RÉALISÉES PAR UNIGRAINS

Le marché agroalimentaire aux Etats-Unis : quelles opportunités pour les entreprises françaises
→[TÉLÉCHARGER LE PDF](#)

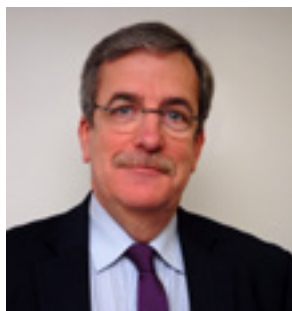
Du végétale pour verdit la bouteille en PET ?
→[TÉLÉCHARGER LE PDF](#)

Les Instantanés d'Unigrains : l'enclenchement des grandes manœuvres dans le trading international
→[TÉLÉCHARGER LE PDF](#)

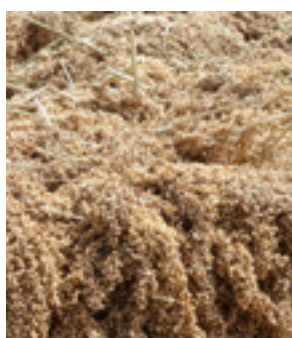
Nos partenaires trouveront l'intégralité de cette étude sur notre site :
→WWW.UNIGRAINS.FR

International

Faire émerger des activités agro-alimentaires sur le continent africain



Jean-François Isambert
Vice-Président d'Unigrains



Le monde connaît une croissance de 50 millions de nouveaux habitants tous les ans. Ainsi, l'humanité devrait compter plus de 9 milliards d'individus en 2050.



Dans le même temps, un rapport de la Banque Mondiale nous indique que les classes moyennes (2 à 20 dollars par jour) vont évoluer considérablement dans l'avenir en passant de 1,8 milliards d'individus en 2010 à près de 5 milliards d'individus en 2030.

Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), il faudrait augmenter la production agricole de près de 60%, de façon à accompagner à la fois cette augmentation de la population mondiale et les changements d'habitudes alimentaires.

Comment faire ? Il n'existe que deux leviers possibles : par les surfaces et par les rendements. Compte tenu du réchauffement climatique, et prévoyant que les 2/3 de la population mondiale vivront dans les zones urbaines, la FAO n'envisage qu'une hausse de 4% de terres cultivées d'ici 2050. Pas de quoi nourrir deux milliards d'êtres humains supplémentaires !

C'est donc davantage par une croissance des rendements que la production des biens alimentaires pourra satisfaire les besoins.

Compte tenu des incertitudes liées à la croissance économique, au potentiel des terres arables non cultivées, à l'impact du changement climatique sur les surfaces et les rendements, à la remise en cause des modes de production, à la demande des produits animaux et à la capacité que nous aurons à réduire les pertes et les gaspillages, partout où il sera possible de produire un peu plus et un peu mieux, du Nord au Sud, il faudra le faire.

Avec une population attendue de plus d'un milliard de personnes d'ici 2025, une classe moyenne en voie de passer de 375 millions de personnes en 2013 à plus de 500 millions en 2030 et un fort taux d'urbanisation avec 65 villes à plus d'un million d'habitants, les enjeux pour l'Afrique sont particulièrement significatifs.

Pour y contribuer, depuis près de 20 ans, Unigrains soutient les actions de l'association Fert. Cette agri-agence française a été créée en 1981 à l'initiative des responsables d'organisations professionnelles céréalières qui jugeaient particulièrement urgent de contribuer au développement de l'agriculture dans les pays à forte population rurale, notamment en Afrique, en encourageant la dialogue de paysan à paysan, et en les aidant à s'organiser en fonction de ce qu'ils souhaitent dans le cadre d'une agriculture ouverte, diversifiée et respectueuse de l'environnement. Il ne s'agit pas de proposer un modèle, mais de permettre à des producteurs de décider ce qu'ils veulent faire et la façon dont ils veulent le faire. Il est essentiel que ces paysans puissent tirer un revenu de leur travail, qu'ils puissent faire vivre leurs familles et contribuer à l'alimentation de leur pays.

C'est à ces conditions que pourront émerger des activités agro-alimentaires d'ampleur sur le continent africain...

Jean-François Isambert

Vice-Président d'Unigrains - Président du Comité international d'Unigrains -
Président d'Agricord - Administrateur de Fert



Fert : une action centrée sur le continent africain



Fert a fait le choix de concentrer l'essentiel de ses actions de soutien aux organisations de producteurs (OP) en Afrique.

En Afrique subsaharienne, le développement des activités s'articule autour de trois pôles : Afrique de l'ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire), Afrique de l'est (Tanzanie, Kenya) et Madagascar.

Il s'agit d'accompagner la transformation des exploitations agricoles familiales par le conseil agricole et l'insertion des jeunes en agriculture, de favoriser des modes de production plus durables, de former les acteurs des organisations de producteurs et d'accompagner l'organisation des agriculteurs au sein des filières pour leur permettre de produire plus et de mieux valoriser leurs produits.

En 2016, l'action de Fert dans ces pays a concerné 1 900 OP locales, 18 OP régionales et 4 OP nationales, soit, environ 43 000 producteurs et leurs familles.

Depuis trois ans, un programme est mis en œuvre autour de thématiques communes aux cinq pays avec une dimension transversale. Intitulé « TransFert : les organisations professionnelles agricoles, leviers de développement des économies rurales », et cofinancé par l'Agence Française de Développement (AFD), il permet des réflexions transversales, des échanges entre les pays, et des travaux de recherche-développement autour de questions fondamentales comme l'économie des services agricoles et la viabilité des organisations de producteurs.

Fert intervient également en Afrique du Nord depuis la fin des

années 80. À partir d'une coopération essentiellement technique les premières années, elle a progressivement orienté son action vers l'accompagnement d'organisations de producteurs agricoles.

Aujourd'hui ce sont 55 OP locales, 5 OP régionales et 4 OP nationales, soit environ 5 600 producteurs, qui sont accompagnés sur différentes fonctions d'amont et d'aval de différentes filières : apiculture, arboriculture, céréales, élevage ovin et camelin, plantes aromatiques et maraîchage.

Par ailleurs, au regard des contraintes climatiques auxquels ils doivent faire face, Fert accompagne les producteurs et leurs organisations dans des travaux de recherche-action sur le développement de l'agriculture de conservation au Maghreb, et plus spécifiquement au Maroc et en Tunisie.

Pour cet ensemble d'actions, Fert bénéficie du soutien d'Unigrains, et plus largement du groupe Céréaliéristes de France. Grâce à ce soutien qui dure depuis plus de 30 ans, Fert a pu construire une méthode et des modalités d'actions reposant sur des bases solides : respecter l'agriculteur libre et responsable de ses décisions, l'aider à améliorer les conditions d'exercice de son métier, partager une expérience centenaire d'initiatives et d'organisation professionnelle.

Enfin, Fert est membre de l'alliance internationale AgriCord qui fédère 12 agri-agences et, avec un budget cumulé de 84 millions d'Euros, soutient les organisations de producteurs de 52 pays dans une démarche de partenariat d'OP à OP.



PAYS D'INTERVENTION DE FERT EN 2016 SUR LE CONTINENT AFRICAIN

Algérie,
Maroc,
Tunisie,
Égypte,
Burkina Faso,
Côte d'Ivoire,
Kenya,
Tanzanie,
Madagascar.



A PROPOS DE FERT / www.fert.fr

Fert est une association française de coopération internationale pour le développement agricole des pays en développement et émergents. Elle a pour objet de contribuer à créer dans ces pays les conditions permettant aux agriculteurs d'améliorer leurs conditions de vie et de travail et de concourir à la sécurité alimentaire de leur pays. Fert

accompagne les agriculteurs dans la création d'organisations (groupements de producteurs, coopératives, caisses de crédit agricole, centres de formation ...) leur permettant d'apporter des solutions durables aux problèmes qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur métier et la défense de leurs intérêts.



Vincent Destieu
Directeur des
Investissements
chez Phatisa,
fonds de capital-
investissement
africain
spécialisé dans
l'agrobusiness

Pour plus d'information :
www.phatisa.com

*« Le risque
politique
en Afrique
Subsaharienne
est, selon moi,
généralement
surévalué... »*

*« L'Afrique est – avec l'Amérique latine - reconnue
comme le plus important potentiel de production de
biens alimentaires »*

“

Quelles sont les grandes tendances
de l'agroalimentaire en Afrique Subsaharienne, quels sont les
pays et secteurs les plus dynamiques ?

L'agroalimentaire en Afrique Sub-Saharienne pourrait se révéler une industrie de 1,000 milliards de dollars d'ici 2030 selon la Banque Mondiale. En effet, le secteur profite de la concomitance de deux dynamiques de croissance – continentale et globale.

Les grandes tendances continentales sont connues : accélération démographique (le continent représente 50% de la croissance de la population mondiale d'ici 2050) ; Progrès technologique libérant une nouvelle révolution verte ; et urbanisation florissante (moyenne actuelle de 37% versus 54% mondialement ; les marchés urbains alimentaires devraient quadrupler d'ici 2030).

Globalement, dans une stratégie anticipatrice de raréfaction des ressources et de sécurité alimentaire, l'Afrique est – avec l'Amérique latine - reconnue comme le plus important potentiel de production de biens alimentaires pour répondre aux besoins exponentiels de la population mondiale.

Ces dynamiques impliquent des investissements agroalimentaires significatifs dans les secteurs suivants : transformation, logistique, infrastructure de marché et réseaux de distribution.

La classe moyenne africaine en forte croissance recherche une plus grande diversité et qualité alimentaire. Les secteurs profitant de cette nouvelle consommation locale sont le riz, les céréales, l'avicole, les huiles végétales et les produits transformés se substituant aux importations. Pour l'exportation, le cacao, le caoutchouc et l'huile de palme me paraissent les segments les plus favorables. En ce qui nous concerne, Phatisa investit fortement dans les "agri-inputs" : matériel agricole, mécanisation, fertilisants et produits phytosanitaires ; en ligne avec les très faibles rendements et le niveau très bas d'utilisation d'intrants modernes en Afrique.

Il est à noter que l'intérêt du secteur privé est sans précédent ; au-delà des acteurs historiques présents en Afrique (LDC, Nestlé, SABMiller etc.), se développe concrètement l'investissement stratégique de leaders mondiaux du secteur, de Danone à Bunge, d'Ajinomoto à Heineken. Les investisseurs recherchent des modèles d'intégration verticale, travaillant avec les communautés paysannes locales.

En termes de pays, je souhaiterais souligner qu'en 2017, 9 des 20 économies les plus dynamiques au monde seront en Afrique. Les pays les plus attractifs pour l'agroalimentaire sont aujourd'hui la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal en Afrique de l'Ouest ; le Kenya, la Tanzanie sur la côte orientale ; et l'Afrique du Sud et la Zambie en Afrique Australe.



International



Quel sont les risques principaux à investir en Afrique Subsaharienne, et comment les contrôler ?

Les investisseurs et groupes opérant dans la région citent prioritairement les challenges suivants : des infrastructures inadéquates et des coûts de transport substantiels, le double fardeau de la bureaucratie et la corruption, et le manque de compétences sur le terrain.

Pour ma part, au-delà de la nature cyclique et de la volatilité inhérentes à certaines activités du secteur, j'insisterais sur trois risques principaux : l'instabilité politique, l'inefficacité des supply chain et le risque de change.

Le risque politique est, selon moi, généralement surévalué ; Par manque d'expérience et de connaissance terrain, nous observons un réel décalage entre perception du risque et réalité. L'Afrique sub-saharienne n'a jamais paru aussi stable, historiquement mais aussi à l'aune des tensions dans les autres Emergents. Les grilles de lecture des décideurs des entreprises européennes doivent désormais refléter ceci.

En revanche les deux autres risques sont définitivement sous-évalués.

Le risque de change est double : le premier, celui de la dépréciation accélérée de la monnaie locale est évident ; le second l'est moins du point de vue d'environnement mature : la quasi-impossibilité de changer la monnaie locale en devises internationales (euros/USD) et de rapatrier ses cash flows. On assiste alors impuissant à une double peine : le blocage de profit/cash en devise locale qui se déprécie significativement. L'Angola, le Mozambique et le Nigéria sont des exemples actuels des difficultés liées à la monnaie, à sa volatilité et sa liquidité.

Enfin le risque supply chain : le challenge est le manque de structures de supply chain auxquelles sont habituées les opérateurs européens. Vous ne pouvez pas compter seulement sur des supply chain externes et formalisées. Le manque de sophistication de la plupart des marchés – en amont et en aval – exige des approches inclusives et intégrantes.

Quelques pistes pour réduire ces risques : investir dans des pays à l'économie plus diversifiée et à la devise plus stable (Franc CFA, Shilling etc.) ; Viser des cibles aux opérations multi-pays et/ou multi-segments ; Investir aux cotés de partenaires ; Investir dans la supply chain idoine pour votre capacité de production ; Mettre en place des programmes de recrutement et s'assurer de la formation des talents nécessaires à la continuité du projet.

Pourquoi avoir décidé d'ouvrir un nouveau bureau à Abidjan?

L'ouverture de notre prochain bureau à Abidjan se comprend dans la continuité de notre développement pan Africain après l'ouverture de bureaux à Johannesburg et Nairobi.

Nous sommes déjà présents en Côte d'Ivoire à travers notre investissement dans CBC, un des leaders de l'eau minérale avec sa marque « Olgane ».

Nous souhaitons renforcer nos investissements en Côte d'Ivoire mais aussi en Afrique de l'Ouest, et une présence physique nous paraît une condition sine qua non de ce renforcement. Le bureau aura en effet une vocation régionale, du Sénégal au Cameroun.

International

Jusqu'à récemment, les investissements et le narratif « Africa Rising » se concentraient en Afrique Anglophone, autour de l'Afrique du Sud, du Nigéria et du Kenya. Il y a désormais un effet de rattrapage pour l'Afrique de l'Ouest, francophone notamment.

Quel conseil pourriez-vous donner à une entreprise européenne de l'agroalimentaire qui veut s'implanter en Afrique ?

En quelques mots : articuler une réflexion long-terme, être patient et opiniâtre, s'associer avec des acteurs ayant une expérience de l'environnement local.

Une illustration récente : Heineken en Côte d'Ivoire. Heineken s'est associé avec CFAO (présent en Afrique de l'Ouest depuis plus d'un siècle) dans une JV pour construire une brasserie à Abidjan (investissement de 150 millions d'euros) et s'attaquer au monopole de Castel.

Pour conclure, l'Afrique doit être selon moi à l'agenda du développement de toute entreprise européenne ambitieuse. Pour son potentiel de marché, de ressources humaines et agricoles de même que pour sa proximité avec l'Europe ; La proximité géographique, historique, culturelle de certains pays en font des destinations de choix pour les leaders européens.

Phatisa peut vous aider dans cette approche de la région ; nous sommes présents dans plus de 15 pays en Afrique Sub-Saharienne et avons l'expérience de travailler avec des partenaires stratégiques européens et africains sur des projets d'acquisition et de co-investissement.

”



La meunerie en Afrique : une industrie en mouvement



Céline Ansart

Responsable d'Etudes Economiques et Stratégiques chez Unigrains

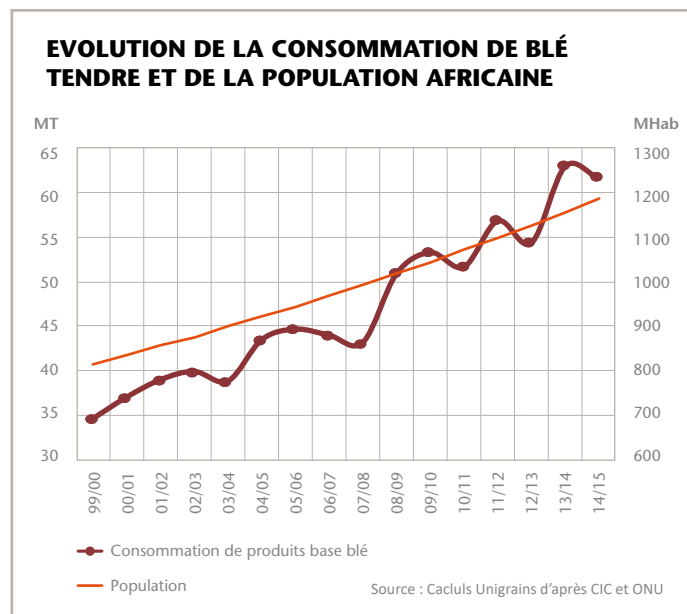
Un contexte porteur, mais une économie vulnérable aux chocs

L'agroalimentaire en Afrique bénéficie d'un environnement porteur, avec des facteurs de croissance structurels. Le continent connaît en effet une démographie dynamique, avec une population de plus en plus urbanisée. Par ailleurs, la belle croissance économique de ces dernières années a permis l'émergence d'une classe moyenne dans les grandes villes.

Certains secteurs de l'agroalimentaire profitent de cette dynamique positive, à l'instar de la meunerie.

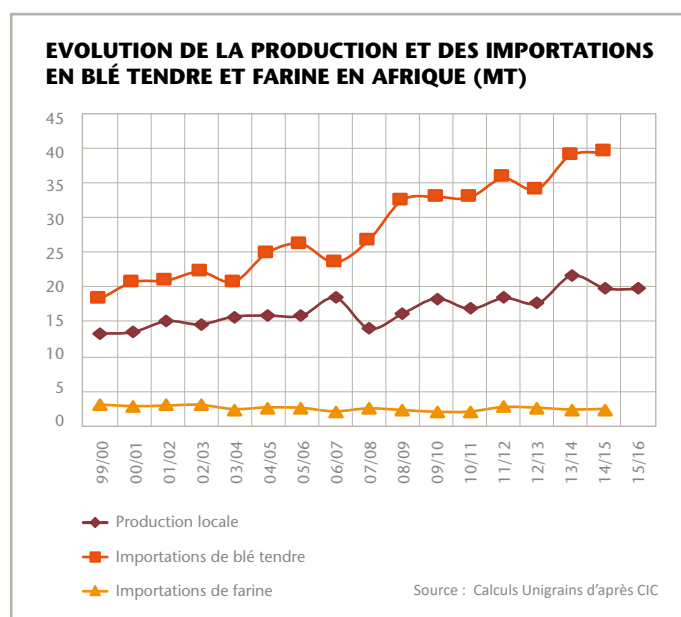
Une forte demande en blé tendre, accroissant les besoins d'importation

En effet, la consommation de produits à base de blé tendre progresse, d'une part, par effet mécanique avec l'évolution démographique, d'autre part, avec la modification du bol alimentaire. Avec la progression du nombre d'urbains, le lien avec l'agriculture se relâche et l'ouverture à d'autres modes de consommation, plus occidentaux, s'opère. Des transferts apparaissent entre les différentes sources d'amidon, avec un recul de la consommation de cultures traditionnelles (manioc, sorgho, millet, maïs) au profit du blé tendre, notamment. Les cultures traditionnelles connaissent néanmoins un regain, encouragé par les Etats, inquiets de la progression des importations de blé, peu produit en Afrique, accroissant leur dépendance alimentaire.



L'économie africaine, très dépendante des prix des matières premières, de la vigueur de la demande chinoise et des conditions climatiques, est cependant vulnérable aux chocs, dans un contexte où le pouvoir d'achat demeure relativement bas. Si la situation récente de prix mondiaux bas, de sécheresse et de ralentissement de la Chine tend à fragiliser les économies des pays africains et freine le recul de la pauvreté, un bon quart d'entre eux résiste toutefois à cette conjoncture défavorable.

Ainsi, sur ces quinze dernières années, alors que la population africaine a progressé de 2,6 % par an, l'augmentation annuelle de la consommation des produits à base de blé tendre a été de 4,2 %. Près de 2 MT de blé tendre supplémentaires sont utilisés chaque année, pour moitié en Afrique du nord et pour l'autre en Afrique sub-saharienne.



International

Un paysage industriel en évolution rapide

En parallèle à cette croissance de la consommation de produits à base de blé tendre, l'industrie se développe à grande vitesse. La capacité d'écrasement progresse de manière structurelle, avec la construction et l'agrandissement continus de moulins, malgré une surcapacité déjà élevée. Le paysage des acteurs évolue également. De situations historiquement monopolistiques ou oligopolistiques, avec des positions d'acteurs installés de longue date, la concurrence s'intensifie de plus en plus, sous l'influence de nouveaux acteurs, dont certains aux ambitions panafricaines.

A titre d'exemple, le groupe Olam. Ce dernier est implanté en Afrique depuis près de trente ans et présent dans de nombreux secteurs agricoles et agroalimentaires à l'exception de la meunerie. Il est entré récemment dans le monde de la farine, en faisant l'acquisition du n°4 au Nigeria en 2010. Le groupe singapourien s'élève désormais au 2e rang des meuniers d'Afrique sub-saharienne, en termes de capacité d'écrasement, avec une présence dans quatre pays de la côte ouest.

L'augmentation annuelle de la consommation des produits à base de blé tendre a été de 4,2 %

Le meunier, à la charnière des enjeux de filière

Plus qu'ailleurs, le principal enjeu des acteurs de l'agroalimentaire en Afrique pour préserver leurs débouchés est de conforter la solvabilité des populations locales.

Or, la dépendance aux importations de blé tendre fragilise la sécurité alimentaire, dans un contexte de forte volatilité des prix. Les meuniers africains, dont la situation est « charnière » au sein de la filière céréalière, auront de plus en plus un rôle à jouer au niveau des différents maillons :

- Au niveau de l'amont, en incitant au développement de l'agriculture
- Au niveau de l'activité, en travaillant davantage les matières premières locales
- Au niveau de l'aval, en investissant dans le secteur de la 2e transformation (pâtes, biscuits, pains, poulets de chair et œufs,...)

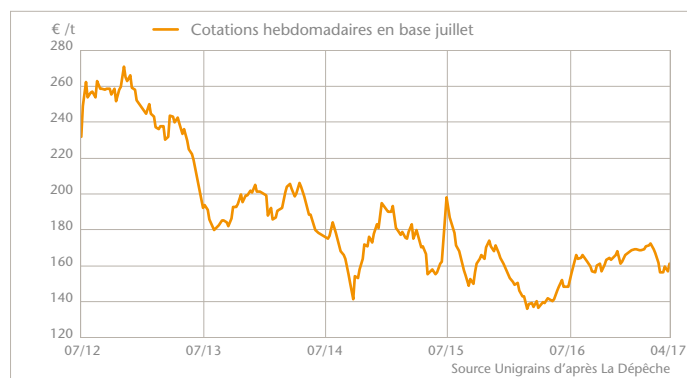
L'avis d'Unigrains

Au-delà de l'exportation de blé tendre et des services associés, de nouvelles opportunités apparaissent pour les entreprises françaises pour les accompagner dans leur développement.

- Au niveau de l'amont agricole, notamment en machinisme agricole et fourniture d'intrants (semences, engrais, pesticides)
- Au niveau de la meunerie et de la 2e transformation, en particulier en fourniture d'équipements industriels et fabrication d'ingrédients

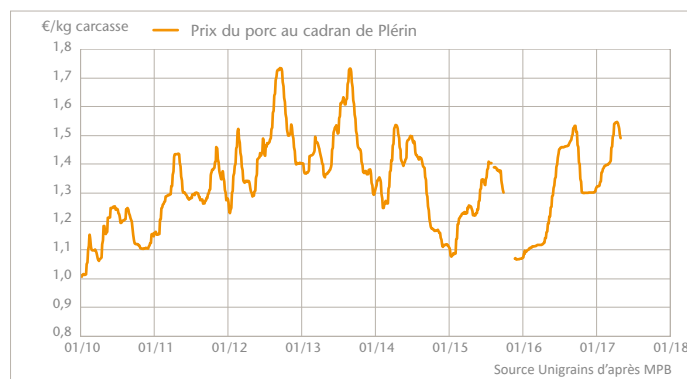


Blé tendre rendu Rouen



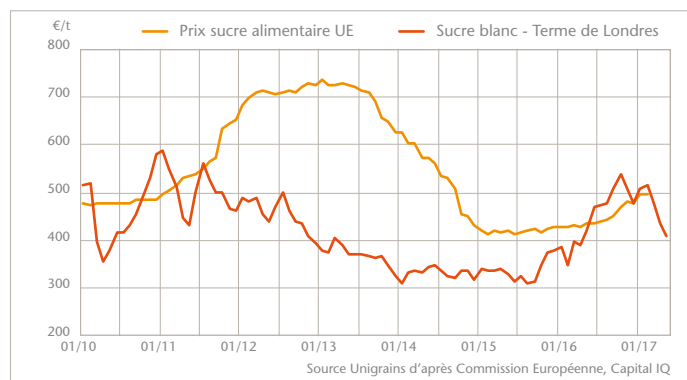
L'Union européenne, et tout particulièrement la France, fait exception cette campagne avec une récolte 2016 entamée par une conjoncture climatique inédite, dans un contexte mondial où tous les grands pays producteurs et exportateurs de la planète ont engrangé des moissons record. Avec un volume estimé à 753 MT par le CIC en avril 2017, la production mondiale atteint en effet un plus haut niveau historique. Malgré un bilan national étriqué, les prix peinent donc à progresser et les céréaliers se trouvent pénalisés tant en volume qu'en prix. Sur le marché intérieur, le travail de l'ensemble des acteurs de la filière a permis le maintien des ventes et fait barrage aux importations potentielles. C'est surtout à l'export que l'impact est le plus important, en particulier vers les pays-tiers, avec une baisse attendue de près de 60%. La compétitivité de nos blés à l'international permet toutefois d'espérer une fin de campagne avec des stocks réduits. Cet assainissement du bilan est nécessaire pour redémarrer avec les meilleurs atouts en main et reconquérir les marchés perdus. D'autant plus que le bilan mondial s'annonce tout aussi lourd et que les prix ont un potentiel de reprise limité, sauf aléa climatique.

Porc



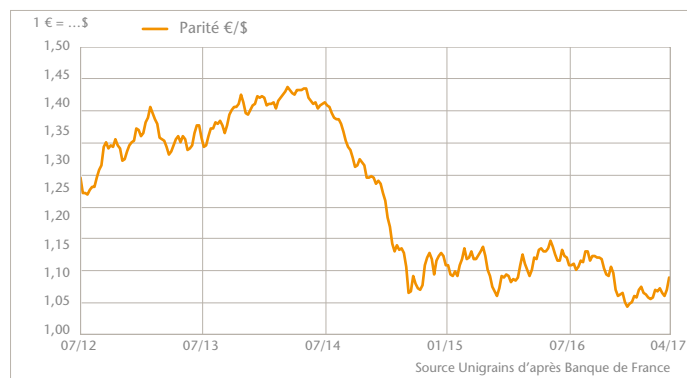
Le prix du porc au marché au cadran de Plérin (MPB) est reparti à la hausse début 2017 pour atteindre mi-avril 1,55 €/kg en prix de base, soit un niveau supérieur au cours le plus élevé atteint en 2016. Cette hausse est tirée par la bonne tenue de la demande asiatique et notamment par la vigueur de la demande chinoise. Des épisodes météorologiques favorables en Europe ont par ailleurs soutenu la consommation. Le repli des cours fin avril et début mai intervient dans un contexte d'abattages réduits en raison des jours fériés. Début mai, la demande chinoise reste robuste. Du côté de l'offre, la production porcine montre des signes de modération en Europe et s'inscrit à la baisse depuis le début de l'année en France. Mais aux Etats-Unis, le cheptel porcin se situe à un niveau élevé, la production porcine est annoncée en hausse de 4% en 2017 par rapport à 2016 et les cours du porc sont en forte baisse. L'offre outre-Atlantique regagne en compétitivité face à l'Europe et la concurrence s'intensifie sur des marchés asiatiques très convoités.

Sucre



La baisse du prix mondial du sucre engagée fin 2016 s'est accélérée depuis le mois de février 2017, traduisant les perspectives d'un bilan sucrier mondial excédentaire en 2017/18 après deux années de déficit. D'après des prévisions récentes de F.O. Licht, l'excédent mondial 2017/18 dépasserait 2Mt, grâce à une production mondiale à 190Mt, en hausse de 7% par rapport à la campagne précédente. La production augmenterait tout particulièrement en Inde - qui réduit ses perspectives d'importations -, en Thaïlande et en Europe, et resterait très élevée au Brésil où les industriels privilégient la production de sucre à celle d'éthanol. Dans l'UE, la production augmenterait de 3Mt environ, grâce à une hausse des surfaces de l'ordre de 16% (17% en France). Toutefois, les stocks mondiaux restant bas, et les perspectives de production - notamment au Brésil - restant très discutées, il semble qu'il y ait peu de place pour une plus ample baisse des prix dans les mois à venir. En ce qui concerne le prix moyen de vente du sucre alimentaire en Europe, il devrait rester proche du niveau de 490-500€/t observé en début d'année (avec un écart type de l'ordre de près de 30€/t).

Parité Euro-Dollar



Pétrole

